

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 07 – du 9 février au 16 février 2023

ZOOM SUR : L'AUGMENTATION DU TAUX DE CHANGE DU DINAR IRAKIEN PAR RAPPORT AU DOLLARS AMÉRICAIN

Le système monétaire irakien repose sur un taux de change fixe (currency peg) entre le dinar irakien (IQD) et le dollar américain (USD) – depuis la réévaluation du 8 février dernier, 1 USD vaut 1 300 IQD (pour mémoire, le dinar avait été dévalué en décembre 2020 à 1USD = 1460 IQD, contre 1182 précédemment). La Banque centrale irakienne (BCi) se fournit en dollars depuis son compte hébergé à la Federal Reserve de New York, avec l'accord de celle-ci – les recettes en dollars des exportations pétrolières irakiennes étant versées sur ce compte. La BCi vend ensuite quotidiennement un certain volume de dollars directement aux banques commerciales, aux bureaux de change et à certains importateurs irakiens au travers du système dit de « dollar auction », à un taux fixe légèrement supérieur au peg (1 310 ou 1 320 IQD pour 1 USD selon les acteurs concernés). Les acteurs économiques n'accédant pas directement aux dollar auctions peuvent se fournir en dollars auprès des banques commerciales, au même taux (1 320 IQD).

Le taux pratiqué par les bureaux de change, lui, dépend de la quantité de dollars fournie par la BCi et de son adéquation avec la demande locale ; il est donc flottant mais traditionnellement proche du taux officiel. Un troisième niveau d'échange de dollar s'opère sur un marché illégal au travers d'agents de change qui opèrent sans licence.

Les « dollar auctions » sont un outil crucial de la politique monétaire de la BCi pour maintenir la valeur du dinar et assurer la stabilité des prix, étant donnée la faible bancarisation de l'économie irakienne (seulement 20% de la population adulte serait titulaire d'un compte bancaire). Par ailleurs, via ces dollar auctions, la BCi fait également l'acquisition de dinars irakiens, qu'elle transmet ensuite au Ministère des Finances, permettant – entre autres – au Gouvernement de régler les dépenses courantes et de prendre en charge l'importante masse salariale publique (l'Etat restant le principal pourvoyeur d'emplois, avec près de 40 % de fonctionnaires).

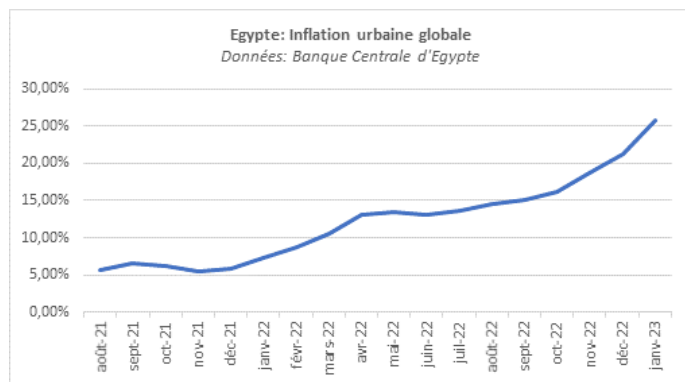
L'approbation récente par le Premier ministre de la décision de la BCi de réévaluer le dinar (cf. brève du 10/01) peut s'expliquer en partie par la volonté de lutter contre les conséquences, notamment en matière de pouvoir d'achat, de la dépréciation croissante constatée du dinar depuis le mois de novembre 2022. Cette dépréciation est essentiellement due à un renforcement des contrôles de conformité des transactions mis en place par la BCi – sous la pression de la Fed et du Trésor américain. Face aux difficultés de mise en place par la BCi de ces mesures, le volume de dollars fourni par la Fed a diminué et de nombreux acteurs économiques (notamment des entreprises importatrices), poursuivant des activités licites ou non, se sont détournés des circuits officiels pour se porter sur le marché parallèle des bureaux de change. Cela a exercé une pression à la hausse sur la demande de dollars, entraînant une dépréciation du dinar (qui a perdu près de 12 % de sa valeur entre novembre 2022 et janvier 2023) et un renchérissement des produits de base (puisque ces derniers sont très majoritairement importés). Afin d'apaiser le mécontentement croissant de la population, les autorités irakiennes ont donc choisi de réévaluer le dinar par rapport au dollar – au risque d'augmenter le poids des dépenses publiques dans le budget 2023 (celles-ci sont libellées en dinar, à la différence des recettes qui, provenant quasi-exclusivement des exportations de pétrole, le sont en dollar).

Service Economique de Bagdad

ÉGYPTE

1. NOUVELLE HAUSSE DE L'INFLATION EN JANVIER.

Selon les données publiées par l'Agence nationale des statistiques (CAPMAS), l'inflation enregistre une hausse de 25,8 % en glissement annuel sur le mois de janvier 2023 contre 21,3 % sur le mois précédent. Elle atteint ainsi son niveau le plus élevé depuis novembre 2017. Les prix ont également augmenté de 4,7 % en glissement mensuel en janvier, soit la progression la plus élevée depuis la dévaluation de 2016. Les prix des denrées alimentaires ont quant à eux augmenté de 48 % en glissement annuel en janvier. La hausse des coûts des aliments et des boissons - la composante la plus importante du panier de biens et de services utilisé pour mesurer l'inflation - a été la principale cause de l'inflation sur ces derniers mois. Cette progression de l'inflation est à mettre en perspective avec les dépréciations successives de l'EGP (d'environ 60 % sur l'année 2022 et de 25 % depuis le début de l'année 2023), les retombées de la guerre en Ukraine et la pénurie de devises ayant entravé les importations.



2. BAISSÉ DU DÉFICIT DES COMPTES COURANTS AU 1^{ER} TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2022/2023.

Selon un communiqué de la Banque Centrale, le déficit courant s'est contracté de 20 % en glissement annuel pour atteindre 3,2 Mds USD sur le 1^{er} trimestre de 2022/2023 (juillet à septembre 2022), contre 4 Mds USD sur le 1^{er} trimestre 2021/2022. Cette baisse s'explique notamment par (i) le doublement des investissements directs à l'étranger pour atteindre 3,3 Mds USD, (ii) le rebond des revenus du tourisme en hausse de plus de 43 % en glissement annuel pour atteindre 4,1 Mds USD, et (iii) la réduction du déficit commercial de 18 % pour atteindre -9,1 Mds USD (augmentation des

exportations (+13%) – principalement d'hydrocarbures – et baisse des importations de 4 % en raison des restrictions imposées par la Banque Centrale). Dans le même temps les recettes du canal de Suez ont augmenté de 19 % pour atteindre 2 Mds USD et le montant des transferts de la diaspora a chuté de plus de 20 % à 6,4 Mds USD. Les investissements de portefeuille enregistrent quant à eux une sortie de 2,2 Mds sur la période contre 3,6 Mds USD de flux entrants au cours du 1^{er} trimestre 2021/22.

3. VISITE DE LA COMMISSAIRE EUROPÉENNE À L'ÉNERGIE AU CAIRE.

La commissaire européenne à l'Énergie, Mme Kadri Simson, s'est entretenue avec le Ministre du Pétrole égyptien Tarek El-Molla et le Ministre israélien de l'Énergie Israel Katz pour discuter de l'avancement du protocole d'accord visant à stimuler l'export de gaz naturel vers l'Europe, signé le 15 juin dernier entre l'UE, l'Égypte et Israël. L'UE estimerait ne pas être en mesure d'importer davantage de GNL d'Égypte en 2023 alors que les exportations de GNL égyptien devraient rester stables en 2023 (7,5 M de tonnes) par rapport à 2022, année où près de 80 % des volumes ont été exportés vers l'Europe. Si à court terme les usines de liquéfaction égyptiennes ne fonctionnent pas à pleine capacité (12 M de tonnes), la découverte potentielle de gisements gaziers en Méditerranée orientale et la réorientation des volumes israéliens vers l'Égypte demanderaient potentiellement le développement de nouvelles capacités de liquéfaction, que le Ministre égyptien du Pétrole estime pouvoir faire passer à 30 M de tonnes par an à terme. Les observateurs estiment que la hausse des exportations de GNL vers l'Europe sera possible d'ici 2025/26.

4. LE GOUVERNEMENT ENVISAGE LA PRIVATISATION PARTIELLE DE PLUSIEURS HÔTELS.

Le gouvernement prévoit de transférer sept hôtels haut de gamme, actuellement détenus par la Holding Company for Tourism and Hotels (HOTAC), à une société holding nouvellement créée. Jusqu'à 30% des parts de cette holding seraient proposées par le Fonds souverain d'Égypte (FSE) à des investisseurs privés. Plusieurs fonds souverains du Golfe, dont le Fonds souverain saoudien (PIF), auraient déjà manifesté leur intérêt pour une telle opération. Plus généralement, les observateurs s'accordent sur le besoin de montée en gamme de l'offre hôtelière égyptienne alors que le gouvernement souhaite stimuler les revenus du



tourisme (objectif de 30 Mds USD de revenu touristique d'ici 2030 contre 12 Mds en 2022).

5. SALON EGYPS 2023: SIGNATURE DE PLUSIEURS CONTRATS MAIS DES PROMESSES D'INVESTISSEMENT LIMITÉES

Plusieurs accords ont été conclus lors de l'édition 2023 du salon *Egypt Petroleum Show* (EGYPS). L'américain *IBM* a signé un protocole d'accord avec le Ministère du Pétrole égyptien pour soutenir la transformation numérique et la durabilité de ses actifs tandis que les majors pétrolières américaine *Chevron* et anglo-néerlandaise *Shell* ont respectivement signé un protocole d'accord avec le Ministère du Pétrole et des entreprises d'État affiliées à ce dernier pour coopérer sur des projets visant à réduire l'empreinte carbone de leurs activités. Les entreprises pétrolières et gazières britanniques *Energean* et émiratie *Dana Gas* ont fait des annonces en faveur d'investissements respectifs de 350 M USD et de 100 M USD dans le secteur pétrolier et gazier égyptien. Ces accords interviennent dans un contexte où le gouvernement égyptien cherche à stimuler la production de gaz et de pétrole, qui stagne depuis plusieurs exercices. En ce sens, le Ministre du Pétrole El-Molla vient d'annoncer pour 2023, le lancement de trois appels d'offres de blocs pour l'exploration gazière et pétrolière.

IRAK

1. MAINTIEN DE LA NOTATION DE CRÉDIT DE L'IRAK À B-/B PAR STANDARD & POOR'S.

L'agence de notation *Standard and Poor's* (S&P) a publié le 10 février sa décision de maintenir la notation du crédit souverain en devises étrangères de l'Irak à B- (long-terme) / B (court-terme), avec perspectives stables. Le communiqué de presse de S&P souligne que la formation d'un gouvernement de plein exercice à l'automne dernier a permis de rompre avec l'instabilité politique qui a marqué la majeure partie de l'année 2022. Le maintien de la notation et des perspectives stables s'explique par le fait que le haut niveau de réserves irakiennes en devises étrangères (115 Mds USD à la fin de l'année 2022) permet de contrebalancer la probable augmentation significative des dépenses publiques en 2023, la faible diversification de l'économie irakienne et les risques politiques et institutionnels.

D'après S&P, une redynamisation des efforts de reconstruction du pays, des réformes institutionnelles et un environnement sécuritaire plus stable pourraient permettre à l'avenir une amélioration de la notation de l'Irak.

2. PROTOCOLE D'ENTENTE ENTRE GENERAL ELECTRIC ET LE MINISTÈRE DE L'ELECTRICITÉ.

General Electric a signé le 16 février un protocole d'accord (MoU) sur 5 ans avec le Ministère de l'Electricité, en présence du Premier Ministre al-Soudani, afin de « développer le secteur de l'électricité en matière de production, accroître son efficacité en matière de transmission, de maintenance, de formation du personnel, et de réduire les émissions de carbone pour soutenir la transition du secteur énergétique en Irak ». Ce MoU couvre également la réalisation d'études pour la valorisation du gaz associé ainsi que la construction de plusieurs sous-stations (400 et 133 kV), leur connexion au réseau et la mise en place d'un centre de contrôle de leurs performances. Ce protocole d'accord fait suite à la récente visite à Washington D.C. d'une délégation irakienne menée par le Ministre irakien des Affaires étrangères et Vice-Premier Ministre, Fouad Hussein, où l'Irak et les Etats-Unis « sont convenus de travailler ensemble au développement du secteur énergétique, notamment des infrastructures pour améliorer l'accès à l'électricité de la population irakienne, à l'autosuffisance énergétique du pays et à l'atténuation des dommages environnementaux tant pour le climat que pour la santé publique » - selon leur communiqué conjoint. A noter que ce MoU fait suite à celui signé entre l'entreprise allemande *Siemens* et le Ministère de l'Electricité à la mi-janvier (voir brève du 13/01).

3. EXPORTATIONS DE PÉTROLE BRUT DU KURDISTAN IRAKIEN

En cumulé sur l'année 2022, le montant en valeur des exportations de pétrole brut du Kurdistan irakien ont atteint 12,3 Mds USD, représentant 5,7 Mds USD de revenus nets pour le gouvernement du Kurdistan irakien. Pour mémoire, celui des exportations de pétrole de l'Irak Fédéral a, quant à lui, atteint 115,4 Mds USD sur l'année 2022, grâce à un prix moyen du baril exporté de 95,5 USD et un volume moyen exporté de 3,3 Mb/j. Le pétrole kurde, bien que de qualité similaire à celui des champs d'Irak



Fédéral, est habituellement vendu avec une décote d'environ 10 % en raison de l'insécurité juridique entourant les contrats signés avec les acheteurs.

	Q1 2022	Q2 2022	Q3 2022	Q4 2022
Volume exporté	0,349 Mb/j	0,376 Mb/j	0,371 Mb/j	0,350 Mb/j
Volume conso. locale	0,0004 Md/j	0,0002 Md/j	0,0004 Md/j	0,0004 Md/j
Valeur du baril exporté	86,2 \$/b	100,4 \$/b	83,4 \$/b	69,5 \$/b
Total des recettes des exportations	3,03 Md\$	3,8 Md\$	3,1 Md\$	2,4 Md\$
Revenus pétroliers nets du KRG	1,34 Md\$	1,57 Md\$	1,60 Md\$	1,19 Md\$

IRAN

1. FIN DE PRODUCTION DE LA PEUGEOT 206.

Après 21 ans de production, dans le cadre du développement de nouveaux modèles (formellement Peugeot 207, en réalité Peugeot 206+), le constructeur automobile Iran Khodro (IKCO) a décidé le 13 février 2023 de mettre fin à la production de cet ancien modèle de Peugeot à partir du 20 février 2023. Au cours des dix premiers mois de l'exercice 2022/2023, la production des différents modèles de Peugeot (Peugeot Pars, 206 et 207) serait passée de 254 794 à 288 999 unités, soit une hausse de +13,1% en glissement annuel.

2. CROISSANCE DE 3,6% DU PIB AU T2 2022/2023.

D'après la Banque Centrale, à prix constants de 2016/2017, la croissance du PIB aurait été de 3,6% en g.a. au 2^{ème} trimestre 2022/2023 (3,1% hors pétrole). Le secteur pétrolier connaîtrait la plus forte hausse (+10,4% en g.a., 11,1% du total), devant l'industrie et les mines (+8,6% en g.a., 19,6% du total), la construction (+3,5% en g.a., 5,0% du total) et les services (+2,4% en g.a., 39,7% du total). L'agriculture connaîtrait un deuxième trimestre de croissance (+0,8% en g.a., 24,0% du total) après une année de récession. Par emplois finaux, la consommation finale privée serait toujours le premier contributeur au PIB (+5,7% en g.a., 39,2% du total) devant la FBCF (+7,3% en g.a., 21,5% du total), tandis que la consommation finale étatique se contracterait fortement (-9,0% en g.a., 11,1% du total). La contribution des exportations nettes demeurerait marginale (0,3% du total).

3. PROJETS IRAN-CHINE DANS LE SECTEUR PÉTROLIER.

Le directeur de l'investissement de la NIOC (National Iranian Oil Company), Fereydoun Kurd Zanganeh, a révélé à l'occasion du déplacement à

Pékin du Président Raïssi que le gouvernement iranien est engagé dans des **négoiations avancées avec le groupe chinois SINOPEC s'agissant de la 2^{ème} phase du développement du champ pétrolier de Yadavaran**. M. Zanganeh a ajouté, sans plus de précisions, que la NIOC a également entamé des discussions avec plusieurs sociétés publiques chinoises intéressées par le développement de différents gisements iraniens. Pour mémoire, SINOPEC s'était vue attribuer un contrat de services pour le développement de la première phase de Yadavaran, en 2007, et avait atteint l'objectif de 100 000 b/j de production en 2017, avec deux ans de retard sur la cible initiale. En 2019, SINOPEC avait rompu unilatéralement le contrat pour le développement de la deuxième phase, contraignant la NIOC à reprendre l'exploitation.

4. DETTE EXTÉRIEURE.

D'après la Banque Centrale, la dette extérieure poursuivrait sa décline au 1^{er} semestre 2022/2023 (-23,6% en glissement annuel à 6,9 Mds\$) et présenterait une structure de maturité stable (1,9 Md\$ à court terme, 5,0 Mds\$ à moyen/long terme).

ISRAËL

1. FORTE AUGMENTATION DE LA PRODUCTION GAZIÈRE EN 2022.

La production israélienne de gaz naturel a augmenté de 13% en 2022 pour s'établir à 21,93 Mds m³, soit une moyenne de 2,122 Mds de pieds cube par jour, ce qui est un record. Les deux clients d'Israël sont l'Égypte (qui achète à prix fixe 27,5% de la production israélienne, 586 M de pieds cube par jour) et la Jordanie.

2. LES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS ISRAËLIENS SEMBLENT PEU DIVERSIFIÉS.

La Banque d'Israël estime que l'épargne à long terme du pays gérée par les investisseurs institutionnels israéliens est de l'ordre de 132 % du PIB (2 200 Mds ILS). Onze entités concentreraient 90% des actifs gérés israéliens et 4 d'entre elles ont une part cumulée de 50% des actifs du pays. Cette concentration inquiète mais plus encore le comportement « moutonnier » des investisseurs institutionnels serait à l'origine d'un manque de diversification et la banque centrale et « Israel Securities Authority » à inciter ces entités à investir



davantage à l'étranger pour diversifier leurs avoirs et limiter ainsi leur vulnérabilité.

3. VERS UN TOURNANT DU MARCHÉ DU LOGEMENT ?

La hausse de 270% depuis 2009 du prix de l'immobilier pourrait atteindre un pic en 2023. Certains indicateurs montrent que le marché résidentiel vient d'épuiser son élan de croissance. En janvier 2023, dans un climat de taux directeur élevé (3,75% et une hausse de 0,25 points attendue), on constate une baisse de 36% du nombre de prêts hypothécaires par rapport à la même période l'année précédente. En décembre 2022, une baisse de 39% des logements vendus a été enregistrée par rapport à décembre 2021. Enfin, le marché des appartements neufs est au plus bas depuis cinq ans et le stock des invendus a bondi à 53 500 logements. Le nouveau Ministre des Finances envisage par ailleurs de faciliter cette année le développement d'immobilier résidentiel en aménageant certains incitatifs fiscaux pour les collectivités locales.

4. VERS UNE ÉROSION POSSIBLE DU SHEKEL.

Certaines banques ont fait part au Premier Ministre d'un début de « fuite des capitaux », notamment vers l'Europe. Depuis l'annonce du projet de réforme judiciaire, 3 Mds USD de fonds privés auraient quitté Israël ; ce que confirme la légère érosion du shekel. Cela vient s'ajouter à la relative désaffection pour le secteur de la Tech et à la volonté affichée il y a deux mois par le fonds souverain norvégien de se désengager des entreprises israéliennes qui ont des activités au-delà de la ligne frontière de 1967. Ce fonds, le plus important du monde, est présent dans 70 entreprises israéliennes pour plusieurs milliards d'euros.

JORDANIE

1. INFLATION FIN JANVIER 2023.

Selon les chiffres publiés par le Département des Statistiques (DoS) et calculé en glissement annuel, le taux d'inflation s'est élevé à 3,77 % à la fin du mois de janvier 2023. L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a atteint 107,62 en janvier 2023 contre 103,71 en janvier 2022. Ce niveau d'inflation résulte principalement de l'augmentation des prix des catégories : "combustibles et éclairage" (+31,82 %), "loyers" (+5,17 %), "transports" (+2,39 %), "produits laitiers et œufs" (+7,88 %) et "culture et loisirs" (+10,40 %) en glissement annuel. Les prévisions d'inflation pour 2023, ont été revues à la hausse à

l'occasion de la 5^{ème} revue du programme FMI en cours, passant de 3 % à 3,8 %. La hausse des prix devrait néanmoins rester moins élevée qu'en 2022, évaluée à 4,23 % par le DoS.

2. 61 RÉFORMES DANS LE CADRE DU STRENGTHENING REFORM MANAGEMENT IN JORDAN

En 2019, le *Strengthening Reform Management in Jordan* a été lancé en coopération avec la Banque Mondiale, pour coordonner et assurer le suivi d'une matrice de réformes, engagement pris lors de l'initiative de Londres. Dans ce cadre, la Banque Mondiale a transféré 3,83 M USD à la Jordanie pour le projet dont le coût total est évalué à 6,5 M USD. Le projet a été étendu jusqu'à 2024 et la Banque Mondiale évaluerait actuellement un financement supplémentaire de 9,3 M USD. En octobre 2022, le gouvernement jordanien a approuvé une matrice de réforme actualisée (2018 - 2024). La Jordanie a mis en place 61 réformes, dont 22 au cours des six derniers mois. Le système de registre national des projets d'investissement (NRIP) a également été acheté et installé. Les ministères ont commencé à soumettre leurs projets dans le système NRIP dans le cadre de la préparation du budget 2023 mais le système n'est pas encore totalement effectif : le projet de budget 2023 comprenait des projets d'investissement public qui ne suivaient pas le cadre PIM-PPP.

3. HAUSSE DE L'INDICE DE PRODUCTION INDUSTRIELLE EN 2022.

Selon les données du Département des Statistiques (DoS), l'indice de production industrielle a augmenté de 2,69 % en 2022 par rapport à 2021. Cela s'explique principalement par les augmentations des indices des industries manufacturières (+2,35 % avec une importance relative de 86,01 %), des industries extractives (+3,94 % avec une importance relative de 8,22 %) et de la production d'électricité (+6,36 % avec une importance relative de 5,76 %).

4. NOUVELLE LIGNE MARITIME ENTRE LA JORDANIE ET LES ÉTATS-UNIS.

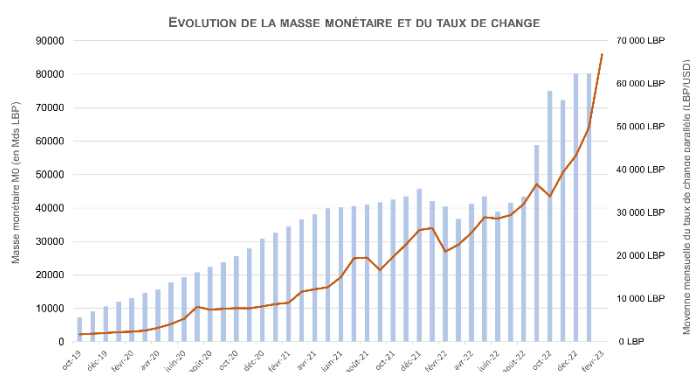
Une ligne maritime directe entre Aqaba et les Etats-Unis vient d'être inaugurée. Elle réduira la durée du voyage de 37 %, permettant aux porte-conteneurs de faire le voyage entre les deux pays en seulement 22 jours. Les Etats-Unis sont les premiers clients de la Jordanie. Lors des dix premiers mois de 2022, la Jordanie a exporté plus de 2 Mds USD de marchandises vers les Etats-Unis, une hausse de +12,3 % en glissement annuel. Les expéditions de

conteneurs depuis Aqaba seraient restées stables à 86 229 conteneurs en 2022.

LIBAN

1. LA LIVRE CONTINUE DE SE DÉPRÉCIER DANS UN CONTEXTE DE CRÉATION MONÉTAIRE.

La base monétaire « M0 » (billets en circulation) est passée de 10 000 Mds LBP à 80 000 LBP (+700%) entre fin 2019 et janvier 2023. Sur les derniers mois, entre juillet 2022 et janvier 2023, la base monétaire a quasiment doublé, passant de 41 600 Mds LBP à 80 200 Mds LBP (+93%). Cette importante création monétaire, qui s'est accompagnée du développement des transactions en cash et de la dollarisation partielle de l'économie, a alimenté la dépréciation de la livre libanaise, qui a aujourd'hui perdu 97% de sa valeur par rapport à la période d'avant crise. Le taux de change sur le marché parallèle se déprécie de manière continue depuis plusieurs mois, atteignant 76 000 LBP/USD à la mi-février 2023 (contre 43 000 LBP/USD en moyenne au mois de décembre), et connaît des épisodes de forte volatilité (passage de 75 500 LBP/USD à 80 500 LBP/USD entre le 15 et le 16 février). La modification du taux officiel de 1507 à 15 000 LBP/USD, le 1^{er} février, ne s'est pas accompagnée d'une convergence relative entre taux officiel et taux du marché parallèle, le taux de marché ayant connu au contraire une accélération de son décrochage.



2. REPRISE DE L'ACTIVITÉ PORTUAIRE EN 2022.

Le port de Beyrouth a enregistré une hausse de son activité en 2022, atteignant plus de 5 M de tonnes (+9,5% par rapport à 2021), un niveau restant toutefois inférieur de 33% à celui de 2018 (7,7 M de tonnes). La proportion des importations (81%) est toujours nettement supérieure à celle des exportations (19%). Le nombre total de conteneurs

traités a également augmenté de 16,7% pour atteindre 715 000, dont 20% en transbordement (+9,1%). En parallèle, le port de Tripoli a connu une importante hausse de son activité, avec plus de 3,4 M de tonnes de marchandises échangées en 2022 (+40% par rapport à 2021), compte-tenu du dynamisme de l'activité « *general cargo* », alors que la zone non-conteneurisée du port de Beyrouth n'a toujours pas été reconstruite ni déblayée. La répartition est plus équilibrée au port de Tripoli qu'au port de Beyrouth, entre les importations (57%) et les exportations (43%). Le trafic de conteneurs est quant à lui resté stable, et devrait atteindre environ 81 000 en 2022.

PALESTINE

1. PROPARCO ET L'UNION EUROPÉENNE RENOUVELLENT LEUR ACCORD AVEC BANK OF PALESTINE.

Bank of Palestine, Proparco, filiale du groupe AFD dédiée au secteur privé, et l'Union Européenne ont signé un nouvel accord de coopération financière pour soutenir les petites et moyennes entreprises, à travers le portefeuille ARIZ MENA, d'une valeur de 9,2 M USD. Ces mécanismes de garantie permettent notamment d'assurer le financement de certains acteurs marginalisés, comme les TPE ou les startups de moins de 3 ans, et de cibler le soutien, accordé en priorité aux secteurs liés au développement durable ainsi que les projets d'affaires portés par des femmes et des jeunes.

2. BÉNÉFICES CES BANQUES LOCALES EN 2022.

Les bénéfices des sept banques locales opérant en Palestine ont augmenté de 21,9 % en 2022 par rapport à 2021. Selon les données financières officielles, les bénéfices des banques locales opérant en Palestine s'élevaient à 139 M USD l'an dernier, contre 114 M USD enregistrés en 2021. La Bank of Palestine et ses filiales confirment leur excellente santé financière, représentant la moitié des bénéfices nets des banques locales, soit à 66,6 M USD. En deuxième position, Al-Quds Bank a enregistré un bénéfice net de 20,9 M USD. Le secteur bancaire palestinien est composé de 13 institutions financières: sept banques commerciales locales, dont trois banques islamiques, et six banques étrangères, dont cinq banques jordaniennes et une banque Égyptienne.



3. ENQUÊTE SUR LA POPULATION ACTIVE EN 2022.

Le taux de chômage en Palestine a atteint 24% en 2022 contre 26,4% en 2021. Ces chiffres masquent l'écart considérable entre le taux de chômage en Cisjordanie (13%) et dans la bande de Gaza (45%). Le taux de chômage des femmes atteint 40%, contre 20% pour les hommes sur l'ensemble de la Palestine.

Le taux de chômage reste le plus élevé chez les jeunes diplômés (19-29 ans, titulaires d'un diplôme intermédiaire ou supérieur). Il atteint 48,3% de cette population (25,6% du total des chômeurs) et pèse plus fortement sur les femmes (61,3%) que sur les hommes (34,3%). Au niveau régional, le taux de chômage des jeunes diplômés en Cisjordanie s'établit à 28,6% contre 73,9% dans la bande de Gaza. Les données de bureau de statistiques palestiniens montrent que 40% des salariés du secteur privé recevaient un salaire mensuel inférieur au salaire minimum indicatif (532 USD) en 2022.

passée de 6 000 à 7 150 SYP/ 1 USD entre début décembre et mi-février.

SYRIE

1. LES AGENCES DE L'ONU ET LES ONG BÉNÉFICIERONT D'UN NOUVEAU TAUX DE CHANGE.

À la suite du séisme du 6 février 2023, la Banque Centrale de Syrie a autorisé les agences de l'ONU et les ONG locales à utiliser le taux de change applicable aux remises de fonds (« taux MTC »), pour les dons et les fonds liés au séisme. Les autres activités humanitaires restent soumises au taux défavorable de 4500 SYP/ 1 USD, dans un contexte où le gouvernement syrien maintient un contrôle total sur les opérations humanitaires. En parallèle, la Banque Centrale de Syrie a modifié le taux MTC de 4 522 à 6 900 SYP/ 1 USD, afin de le rapprocher du taux pratiqué sur le marché parallèle. Cette dévaluation fait partie des efforts du gouvernement syrien pour réduire le rôle du marché parallèle et freiner la dépréciation de la livre syrienne, qui est

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH

